

Michael Ignatieff  
Chef, Parti Libéral du Canada  
House of Commons  
Ottawa, Ontario  
K1A 0A6

30 avril, 2009

Cher monsieur Ignatieff,

Nous, soussignés, souhaitons vous signaler notre profonde préoccupation devant la possibilité que le Canada fasse fi de ses valeurs et de ses engagements internationaux en matière de droits humains, dans l'unique but de créer des conditions économiques avantageuses pour ses grandes entreprises aux dépens de millions de Colombiens et Colombiennes qui sont l'objet de déplacement forcé et vivent dans la pauvreté.

Le gouvernement de Colombie détient le record peu envieux d'être l'un des pays du monde où le plus de violations aux droits humains et aux droits syndicaux ont lieu. Selon les Nations Unies, la crise humanitaire qui sévit en Colombie est la pire de l'hémisphère occidental. Au vu et au su du Président Alvaro Uribe, plus de 2 millions de personnes ont été déplacées de leurs terres riches en ressources tandis que des milliers de syndicalistes, de paysannes, d'autochtones, d'Afro-colombiennes et de militantes des droits humains ont été assassinées par les forces de l'État et les organisations paramilitaires qui y sont associées.

Contrairement aux propos du gouvernement canadien qui soutient que la sécurité s'est améliorée en Colombie, le nombre de syndicalistes assassinés a augmenté de 25 % entre 2007 et 2009. De fait, plus de 60 % des syndicalistes assassinés à l'échelle de la planète l'ont été en Colombie, tandis que seulement 3% des crimes perpétrés ont été résolus. Un tel degré d'impunité ne peut inciter les responsables à mettre fin à leurs atrocités.

Nous sommes indignés de voir que le gouvernement de Uribe continue de signaler les syndicalistes et les défenseurs des droits humains en les associant à la guérilla, de fausses accusations qui mettent leur vie en danger et encouragent les groupes paramilitaires à poursuivre leurs actes de persécution. Simultanément, le gouvernement baigne dans la corruption, la fraude électorale et la complicité avec les barons de la drogue et les chefs des escouades de la mort. C'est d'ailleurs ce qui a amené la Cour pénale internationale de La Haye à évaluer si le gouvernement colombien est coupable de crimes contre l'humanité.

Monsieur Ignatieff, malgré l'opposition croissante de plusieurs Canadiens et Canadiennes, malgré l'opposition soutenue au sein du Congrès des États-Unis contre un accord similaire avec la Colombie, malgré la décision récente de la Norvège de suspendre son entente avec la Colombie tant que la

situation des droits humains ne s'améliore pas, le Premier ministre Stephen Harper s'entête à aller de l'avant avec ce mauvais accord.

Soyons clairs : un vote contre l'accord n'est pas un accord contre le commerce.

De nombreux experts s'entendent pour souligner qu'à cause du contexte de la violence et du déplacement forcé, les mesures commerciales comprises dans l'Accord de libre-échange avec la Colombie (ALÉ) ne feraient qu'exacerber la crise des droits humains, et que les mécanismes de défense des droits du travail et de protection de l'environnement sont profondément inadéquats. L'accord parallèle sur l'environnement de l'ALÉ Canada-Colombie ne rencontre pas même les standards de l'ALÉNA. Le commerce peut certes contribuer au développement et à la satisfaction des droits humains, mais les conditions politiques qui prévalent en Colombie et les termes mêmes de l'ALÉ ne réunissent pas les critères pour que cela soit viable.

En juin dernier, le Comité permanent sur le Commerce international du Parlement (CIIT) a recommandé, dans le cas de l'accord avec la Colombie, «qu'un organe compétent effectue un examen indépendant, impartial et complet des répercussions d'un accord sur les droits de la personne, examen qui serait vérifié et validé». Le comité ajoute que cet organisme indépendant «formule des recommandations à mettre en œuvre avant que le Canada n'envisage de signer, de ratifier et d'exécuter un accord avec la Colombie.»

Non seulement il serait anti-démocratique d'ignorer cette recommandation raisonnable issue d'un comité parlementaire, tel que l'a déjà souligné votre propre parti, mais cela serait irresponsable compte tenu de l'actuelle controverse par rapport à la Colombie.

Si les conditions en Colombie et les violations de droits se sont réellement améliorées, tel que le prétend le Premier ministre Harper, une étude d'impact aurait le grand mérite de le confirmer de façon publique. Par conséquent, nous demandons fermement au parti Libéral d'exercer son leadership pour que soit reportée la ratification de l'ALÉ Canada-Colombie jusqu'à ce qu'une telle étude puisse être entreprise et menée à terme.

Sincères salutations,

Stephen Lewis, Professor, McMaster University

Maude Barlow, National Chairperson, The Council of Canadians

Ed Broadbent

Sarah Polley, actor / director

Naomi Klein, author, The Shock Doctrine

Bruce Cockburn, O.C., musician

Farley & Claire Mowat

Alex Neve, Secretary General, Amnesty International Canada (English Speaking Branch)

Paul Moist, Presidnet, Canadian Union of Public Employees

Béatrice Vaugrante, Directrice générale, Amnistie internationale Canada (Francophone)

Claudette Carbonneau, Présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Réjean Parent, Président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

Khaled Mouammar, National President, Canadian Arab Federation

James Clancy, National President, National Union of Public and General Employees

Judy Rebick, CAW Sam Gindin Chair in Social Justice and Democracy, Ryerson University

Gerry Barr, President-CEO, Canadian Council for International Co-operation

Mary Corkery, Executive Director, KAIROS: Canadian Ecumenical Justice Initiatives

Bruce Cox, Executive Director, Greenpeace Canada

Robert Fox, Executive Director, Oxfam Canada

Very Rev. Bill Phipps, Moderator, United Church of Canada, 1997-2000

The Very Rev. the Hon. Lois M Wilson, CC

Jim Stanford, Economist, Canadian Auto Workers

Tony Clarke, Director, Polaris Institute

Bruce Campbell, Executive Director, Canadian Centre for Policy Alternatives

Patricia Rebolledo Kloques, Executive Director, Horizons of Friendship

Warren (Smokey) Thomas, President, Ontario Public Service Employees Union

Irene Lanzinger, President, B.C. Teachers' Federation

Sid Ryan, President, CUPE Ontario

Barry O'Neill, President, CUPE B.C.

Darryl Walker, President, B.C. Government and Service Employees' Union

Larry Hubich, President, Saskatchewan Federation of Labour

Pierre Beaudet, Founder, Alternatives

Steven Staples, President of the Rideau Institute, Founder of Ceasefire

Kerry Pither, author, Dark Days

Nancy White, artist

Dr. Denise Nadeau , Interfaith Summer Institute for Justice, Peace and Social Movements,

Simon Fraser University.

James J. Brittain, Ph.D., Department of Sociology, Acadia University

Jim Sacouman, Ph.D., Department of Sociology, Acadian University

Gordon Laxer, Political Economy Professor, University of Alberta

Fred Judson, Political Science Professor, University of Alberta

David Eggen, Executive Director, Friends of Medicare (Alberta)

Robert Chernomas, Professor of Economics, University of Manitoba

Kim Elliott, Publisher, rabble.ca

Michèle Boisclair, 1ère vice-présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du

Québec – FIQ

François Vaudreuil, Président de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD)

Luce Leblanc, 1ère vice-présidente de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la

santé et des services sociaux (APTS)

Francine Néméh , Directrice du Centre international de solidarité ouvrière (CISO)

Marie-Ève Rancourt, Coord. nationale du Mouvement d'éducation populaire et d'action

communautaire du Québec (MÉPACQ)

Pierre-Yves Serinet, Coord. national du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)

Rick Arnold, Common Frontiers

Normand Gilbert, La Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Estrie

(TROVEPE)

Kay Sinclair, Vice-President, Public Service Alliance of Canada B.C.

Ken Neumann, National Director for Canada, United Steelworkers

Dave Coles, President, Communications, Energy and Paperworkers Union of Canada

Christine Jones, Co-Chair, Canadian Peace Alliance

## ORGANIZATIONS

Registered Nurses' Association of Ontario

Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)

Atlantic Regional Solidarity Network

Christian Peacemaker Teams Canada

Développement et Paix

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC)

Regroupement autonome des jeunes (RAJ)

SOS-Colombie

La Chiva Collective

Lawyers Rights Watch Canada

Manitoba Federation of Labour

Rainforest Action Network

Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)

Mennonite Central Committee

Canadian Association of University Teachers

International Civil Liberties Monitoring Group (ICLMG)

CC: Stephen Harper, Premier Ministre du Canada  
Gilles Duceppe, chef, Bloc Québécois  
Jack Layton, chef, parti néo démocrate du Canada  
Elizabeth May, chef, parti vert du Canada